

Étude réalisée en 2021 par So Coopération



SYNTHÈSE DE L'ÉTUDE AMSASI

**Analyse des Modèles Socio-Economiques
des Associations de Solidarité Internationale
en Nouvelle-Aquitaine**

REMERCIEMENTS

Nous remercions les membres du comité de pilotage de l'étude qui ont contribué à sa réalisation : La Guilde, la Région Nouvelle-Aquitaine, Recherche et Solidarités, les associations Sages-Femmes sans Frontières et Initiative Développement, Association de Jumelage Prahecq Glei.

Nous tenons à remercier chaleureusement l'implication des acteurs ayant pris part à cette étude.

2A2D (Actions d'Autopromotion de Développement Durable)	Coopération-Jumelage Yako-Vouglaisien (Co-JYVV)
ACAMO	Diaspora Invest
Aimer- Croire - Agir (ACA)	Du Nord Pour Le Sud (DNPLS)
AMADEA-Enfance et Développement à Madagascar	DYNAM'EAU
Amitié et Coopération France Cameroun (ACFC)	Ecole Pour Tous Burundi
Amitié France Madagascar	Ecoliers du Sénégal
Amitié, Coopération, Solidarité avec Elavagnon (A.C.S.E)	Electriciens sans Frontières
Amitiés Burkinabe Po Dissay (ABPD)	Emanik
Amitiés Mirebalais Bassemyam AMB	Ensipachamama
Artisans du Monde Bordeaux Métropole	Fonds Solidarité Santé Navale
Association Citoyens du Monde en Poitou Charentes	France Amérique Latine 33
Association Citoyenneté Solidarité Niger	Guinée solidarité Bordeaux sud-ouest (GS-Bx)
Association Contre la Tuberculose et les Maladies Endémiques (ACTUME)	Haiti en vie
Association Cuma Bénin Nouvelle-Aquitaine	IFJD
Association de Jumelage Prahecq Glei	Initiative Développement (ID)
Association de l'Amour Vivant (ASLAV)	INITIATIVES CLIMAT
Association des Amis du Cercle d'Échange, d'Entraide et d'Amitié pour le Développement (AMICEAD)	Jumelage coopération Chauvigny/Banfora
Association Enfants du désert (EDD)	Kolere
Association Humanitaire Nonvissi (NAH)	Le cœur du Siné Saloum
Association les amis d'Arbolle	les Amis de Kindi - ADAK
Association Nord Niger Santé (NNS)	Les amis de Panket
Association SENS (Solidarité Echange Nord Sud)	Maison de l'Europe des Landes Wipsee
Association SIDJIMAYA CULTURE	Mamou Solidarité Partage
Avenir En Héritage	Moncoutant sans frontières
Axe Humanitaire des Volontés Européennes et Camerounaises (AHVEC-France)	Sages-Femmes Sans Frontières
Bêafrika	Solidarité Cameroun Aquitaine
Burkin'aid	Solidarité-Entraide-Fraternité franco malgache (SEF)
C.I.E.LO - Coopération Internationale pour les Équilibres Locaux	Teranga et Terre crue
CAJCA	Terres d'échanges
Chlorophylle	Tsiky Solidarité
Collectif Actions Solidaires	la Région Nouvelle-Aquitaine
Collectif Solidarité Internationale 47 (SI47)	l'Agence des Micro-Projets
Comité Amérique Latine SAINTES (CAL-AFC)	le Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations (FORIM)
Comité de jumelage Bon Rencontre Carabane	l'Agence de l'eau Loire Bretagne
	le Département de la Dordogne
	Grand Poitiers
	Watt For Change (fondation Valorem)
	Hello Asso
	Solylend



Collectivités territoriales, administrations publiques, associations, fondations, entreprises, les acteurs de la coopération et de la solidarité internationales sont très dynamiques en Nouvelle-Aquitaine. La décentralisation et la professionnalisation dans le domaine de la solidarité internationale s'accroissent avec des modalités de contractualisation et des formes d'engagement qui changent. La redevabilité vis-à-vis des bailleurs de fonds s'est renforcée avec plus d'exigences et des critères propres à chacun. Cela entraîne une complexification des partenariats et des contraintes de gestion de projets. So Coopération a mobilisé son expertise et ses partenaires pour mener une Analyse des Modèles Socio-économiques des Associations de Solidarité Internationale en Nouvelle-Aquitaine (AMSASI/NA). Il faut préciser que certaines organisations peuvent avoir des projets de solidarité internationale sans pour autant être classées parmi les ASI. L'étude s'est concentrée sur les associations spécialisées dans la coopération et solidarité internationales.

Des micro-structures porteuses de micro-projets

Dans une approche territoriale, l'étude s'est intéressée au **modèle socio-économique** des ASI qui mènent des **micro-projets**. En effet, en Nouvelle-Aquitaine, bon nombre des associations sont des structures non professionnelles de petite ou moyenne taille. D'où l'intérêt de se concentrer sur ces associations qui font des micro-projets de solidarité internationale. Pour assurer leur survie ou leur croissance, les associations doivent constamment interroger leur modèle socio-économique qui est l'ensemble des mécanismes de création de valeur d'une organisation. **L'étude du modèle socio-économique consiste donc à analyser la structure des coûts et des ressources (la nature des dépenses et des recettes), la mobilisation des ressources humaines, le mode de gouvernance, les stratégies d'organisation, les partenariats et la nature des projets portés.**

Il convient de souligner l'absence d'une définition légale d'un micro projet, cependant il y a un consensus sur sa représentation: un projet à faible coût avec un ancrage local, une mobilisation de la société civile, une proximité avec les communautés. Selon le pôle Micro-projets de La Guilde, ***“un microprojet peut être défini comme une action pérenne de développement initiée localement, en réponse aux besoins exprimés par les bénéficiaires, acteurs de leur propre développement. Il se caractérise par : une coopération de proximité, un coût global faible, un impact géographique à petite échelle, un éventuel caractère innovant et répliquable”.***

Les micro-projets sont donc censés permettre d'atteindre des résultats concrets avec peu de moyens. Ils portent sur toutes les thématiques d'aide au développement (éducation, santé, agriculture, droits humains, gouvernance, etc.) et font référence aux objectifs de développement durable (ODD).

Même si certaines études s'intéressent au modèle socio-économique des ASI, aucune n'est faite à l'échelle régionale néo-aquitaine. L'originalité de notre étude réside donc dans son approche territoriale et le prisme des projets de coopération et de solidarité internationales. Elle correspond aussi à certaines attentes émanant notamment de la gouvernance de SO Coopération pour une meilleure connaissance des besoins et des attentes des associations néo-aquitaines engagées à l'international. Elle alimente donc le débat sur les missions d'identification, d'accompagnement, d'animation territoriale du Réseau.

Le focus sur les modèles socio-économiques est primordial pour appréhender l'impact de la crise sanitaire sur les ASI. Dans une première enquête en 2020, SO Coopération s'est intéressé aux impacts de la crise sur les acteurs néo-aquitains engagés à l'international. Avec cette étude, il s'agit d'approfondir la réflexion sur les stratégies de résilience qui ont été déployées par les ASI. Cette étude sera une première avancée utile pour avoir une connaissance fine du tissu associatif, comprendre les dynamiques des porteurs de micro-projets et identifier les bailleurs de la solidarité internationale en Nouvelle-Aquitaine.

Une enquête en deux phases: questionnaire et entretiens

Le travail d'enquête que nous avons réalisé s'appuie sur une analyse statistique quantitative et qualitative, ainsi qu'un travail de recherche documentaire préalable.

Un questionnaire a été créé avec 25 questions structurées en 5 axes : *identification de la structure, analyse financière, analyse organisationnelle, gestion de la crise sanitaire, situation générale et perspectives d'évolution.*

Chaque axe aborde différentes thématiques selon le schéma suivant:



Le questionnaire a été conçu de manière ergonomique afin de le rendre accessible à tous. Une attention a aussi été portée au temps de réponse, afin que celui-ci ne constitue pas un frein pour les acteurs. Le questionnaire a été diffusé mi-juillet 2021, par mail aux associations de notre base de données (qui inclut aussi bien des adhérents que des non adhérents au réseau SO Coopération).

En Nouvelle-Aquitaine, on estime qu'il y a autour d' 1 millier de structures qui œuvrent dans le domaine de la coopération et de la solidarité internationales. Parmi ces acteurs, on compte aussi bien les associations spécialisées dans le domaine que les associations qui ont d'autres activités mais qui portent un projet quelconque de solidarité internationale. Sont aussi comptabilisés, les collectivités territoriales, les établissements publics, les instituts de formation, les fondations qui ont des projets de coopération ou de solidarité internationale. Dans la base de données de SO Coopération qui est en cours de renforcement, environ 380 structures sont enregistrées (dont 200 associations). L'étude a donc ciblé les ASI et le questionnaire a été publié dans notre newsletter, sur notre site internet, lors des formations et accompagnements, et relayé par certains acteurs partenaires. Nous avons enregistré plus d'une soixantaine de réponses dont **61** ont été retenues.

L'analyse qualitative qui a suivi, a pris la forme d'**entretiens** à la fois d'acteurs salariés ou bénévoles des ASI porteuses de micro-projets en Nouvelle-Aquitaine, et d'autres acteurs (bailleurs, collectivités, fondations, agence de l'eau, plateforme de financement participatif). Nous avons cherché à interroger tous les départe-

ments de la région, et à intégrer une dimension multi-acteurs. Le choix des acteurs rencontrés s'est ainsi fait en prenant en compte la couverture territoriale, les domaines d'intervention, les zones géographiques d'actions mais aussi la spécificité de la structure : Organisation de Solidarité Internationale issues des Migrations (OSIM) , comité de jumelage, association de jeunes, etc. Parmi les acteurs interrogés, certains avaient déjà pris part à l'étude en répondant au préalable au questionnaire. De plus, certains connaissaient So Coopération, étant adhérent ou l'ayant été par le passé, quand d'autres disposaient d'une vision non exhaustive des missions et du rôle du réseau.

La grille d'entretien a été construite en reprenant la même structure que le questionnaire, c'est-à-dire en 5 axes (informations générales sur la structure, analyse financière, organisationnelle, impact de la crise sanitaire et perspectives d'évolution), tout en venant approfondir certains points. Celle-ci a été adaptée au fur et à mesure des entretiens, des questionnements nouveaux émergents de nos premières rencontres avec les acteurs.

Il nous est apparu pertinent par exemple d'aborder les sujets relatifs aux modes de diagnostic et de suivi-évaluation des projets, à la stratégie

de communication des structures, ainsi que la question du changement d'échelle. **18 ASI et 8 bailleurs** finançant des projets portés par des structures néo-aquitaines ont été interrogés.

Il convient de préciser que les associations ont été beaucoup sollicitées ces derniers temps pour répondre à des questionnaires sur leurs activités et l'impact du COVID. Cette sollicitation peut être source de lassitude et d'un manque d'enthousiasme pour remplir un énième formu-

laire. Un autre facteur à ne pas perdre de vue est la difficulté pour collecter les données en raison de la fracture numérique qui se manifeste par des difficultés d'accès et de maîtrise du numérique.

L'accessibilité des financements: le talon d'Achille de la coopération internationale en Nouvelle-Aquitaine

La problématique principale qui est ressortie de l'enquête est l'**accessibilité des financements structurants pour les associations porteuses de micro-projets**. Elles font face à des difficultés de financements en raison de la conjonction de 3 facteurs déterminants:

1

Leur modèle socio-économique dépendant du bénévolat :

La majorité des associations qui font des micro-projets sont non employeuses. Elles reposent sur un socle de bénévoles dont la mobilisation et l'engagement dans le long terme sont de plus en plus difficiles. En outre, le déficit de compétences en gestion de projet et de maîtrise des enjeux de la coopération internationale rend inéluctable une montée en compétence des associations non professionnelles pour accéder à des financements structurants.

2

Des bailleurs de fonds sous tensions qui doivent combler les besoins de financement tout en maintenant certains standards de qualité des projets :

La constitution des dossiers de financement et les exigences de redevabilité créent une inflation administrative à laquelle les petites structures non employeuses peinent à faire face. Quant aux associations employeuses, même si elles ont la possibilité de répondre aux appels à projets (AAP), elles ont souvent besoin de financements structurants pour faire face aux charges récurrentes et constituer un effet de levier leur permettant de porter des projets de plus grande envergure.

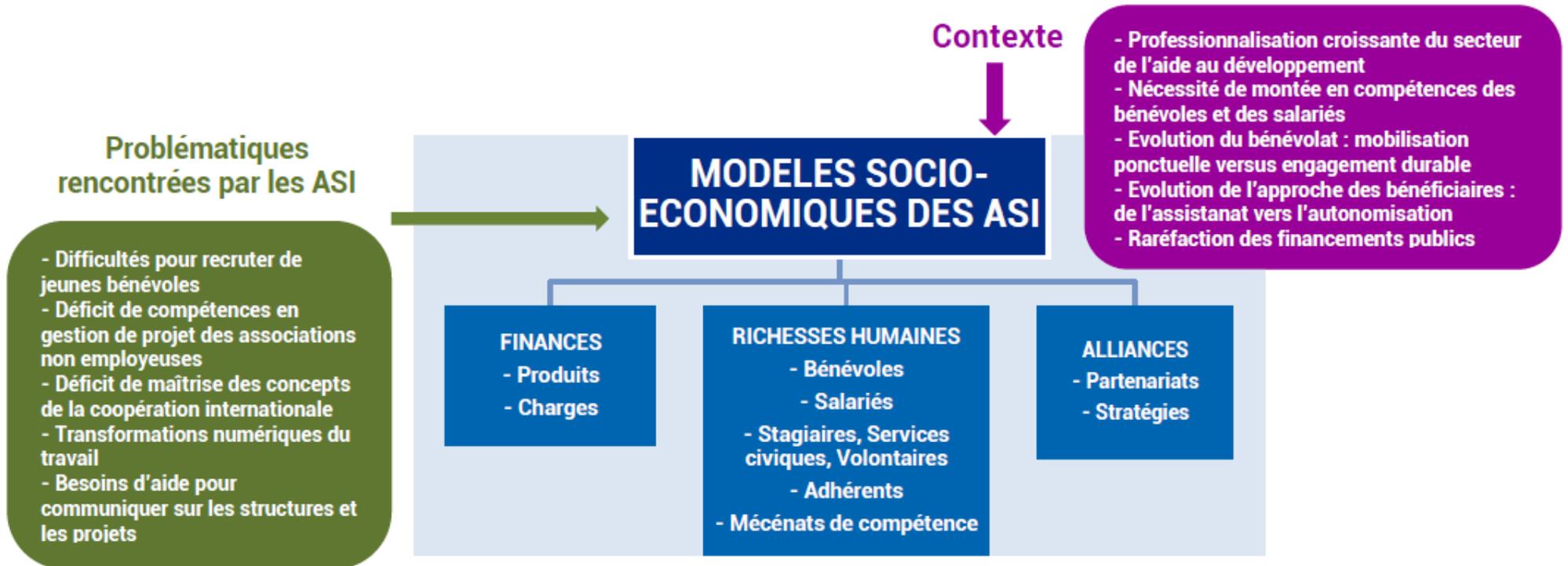
3

Un déficit de concertation, de coordination et de mutualisation entre acteurs de la coopération internationale :

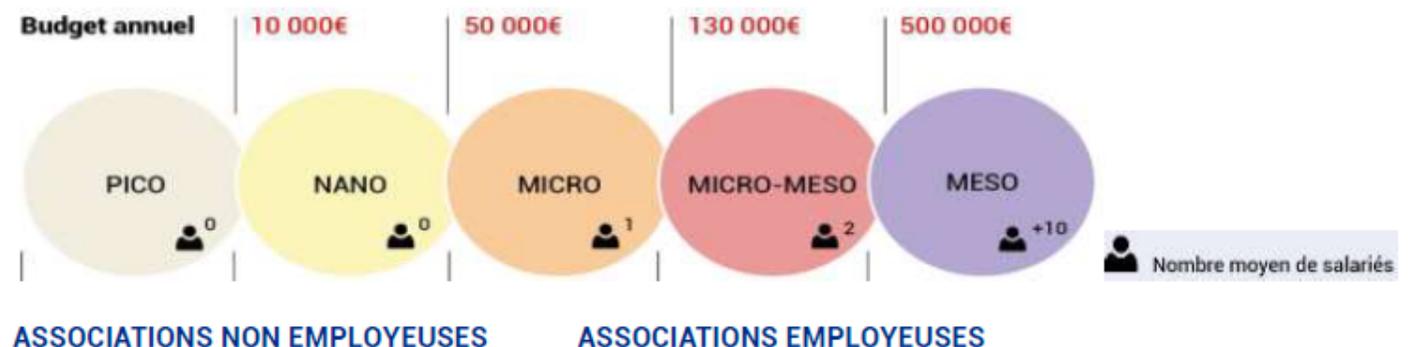
Les têtes de réseaux oeuvrent pour un meilleur dialogue entre les acteurs de la coopération mais il reste beaucoup à faire car les partenariats entre ASI, les partenariats entre bailleurs de fonds, la concertation entre ASI et bailleurs, les liens entre ASI et secteur privé sont encore balbutiants.

Ainsi, dans chaque partie, nous avons dressé un état des lieux grâce à des panoramas d'acteurs (ASI, bailleurs, têtes de réseaux), identifié les problématiques et proposé des préconisations.

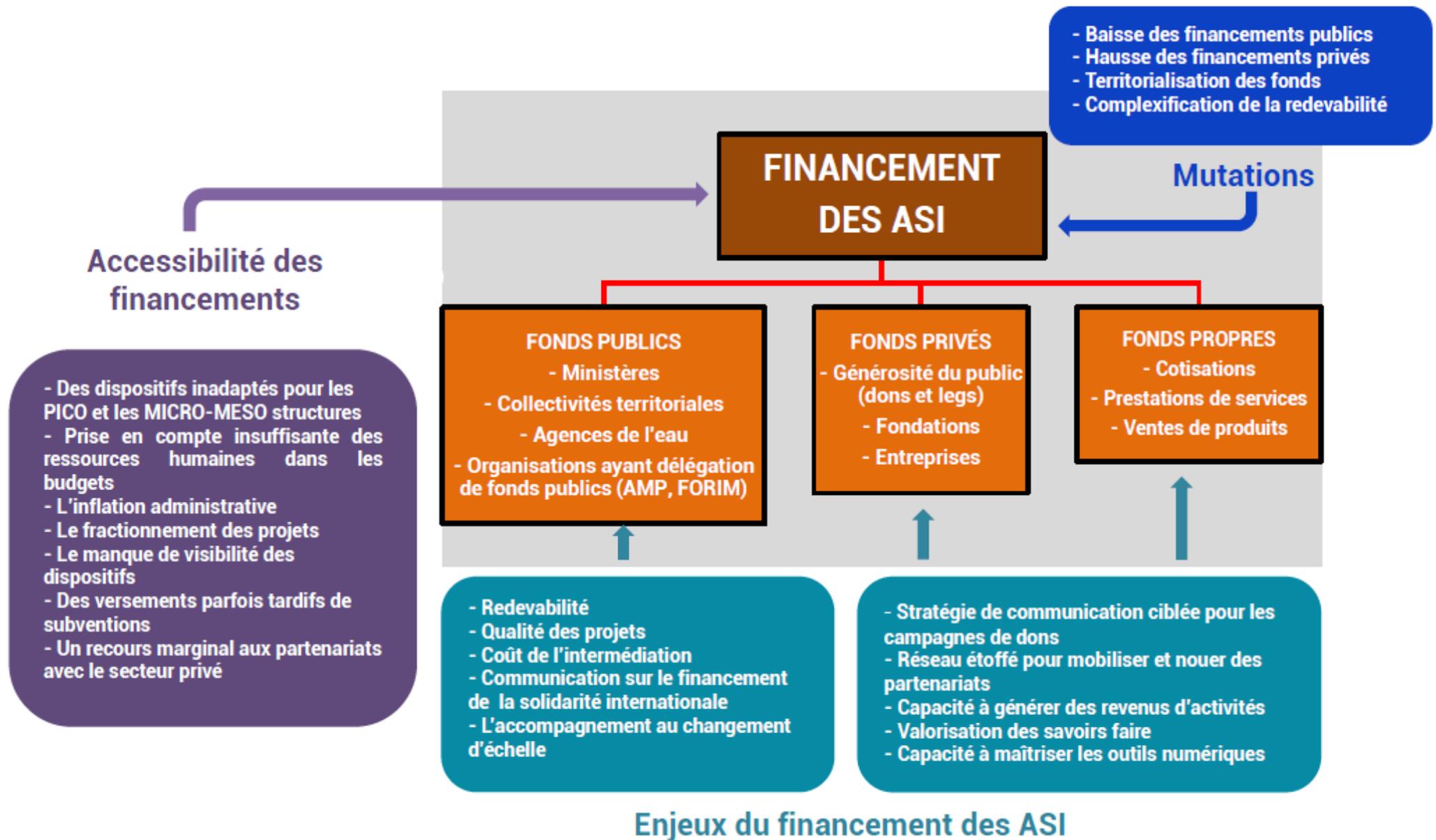
Partie 1. ASI NÉO AQUITAINE : DES MODÈLES SOCIO ÉCONOMIQUES RÉSILIENTS MALGRÉ LE DÉFICIT DE COMPÉTENCES ET LES DIFFICULTÉS DE FINANCEMENT



TYPLOGIE DES ASI EN NOUVELLE AQUITAINE



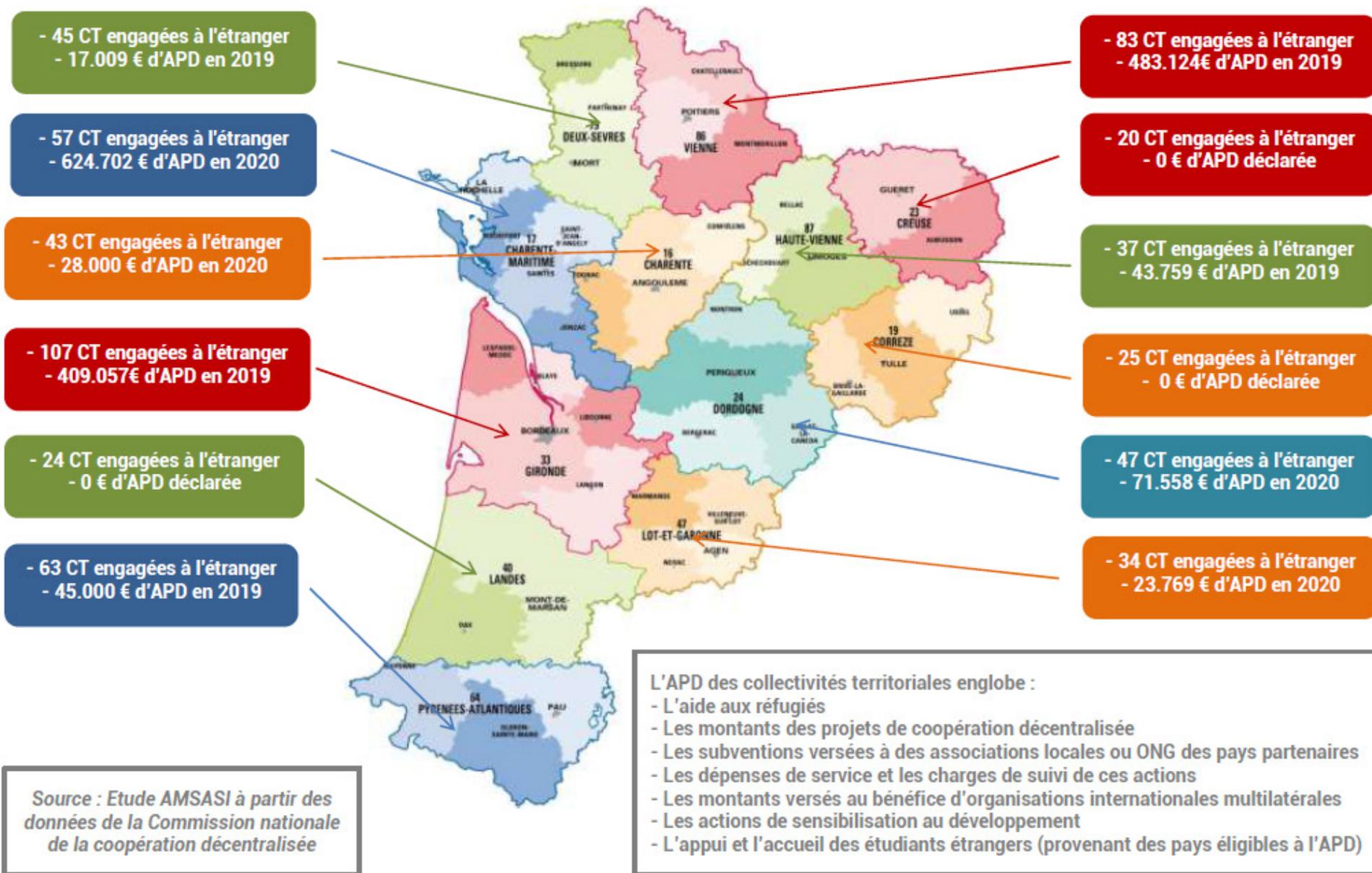
Partie 2. FINANCEMENT DES ASI NEO AQUITAINES : ENTRE TERRITORIALISATION DES FONDS ET REDEVABILITÉ CROISSANTE



Partie 3. LE DIALOGUE DES ACTEURS DE LA COOPÉRATION ET DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EN NOUVELLE AQUITAINE



COOPERATION DECENTRALISEE ET AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT EN NOUVELLE AQUITAINE



Source : Etude AMSASI à partir des données de la Commission nationale de la coopération décentralisée

L'APD des collectivités territoriales englobe :

- L'aide aux réfugiés
- Les montants des projets de coopération décentralisée
- Les subventions versées à des associations locales ou ONG des pays partenaires
- Les dépenses de service et les charges de suivi de ces actions
- Les montants versés au bénéfice d'organisations internationales multilatérales
- Les actions de sensibilisation au développement
- L'appui et l'accueil des étudiants étrangers (provenant des pays éligibles à l'APD)

PRÉCONISATIONS

VIABILISER LES MODÈLES SOCIO ÉCONOMIQUES

- P1. Mieux maîtriser les concepts de la coopération internationale
- P2. Monter en compétences dans le domaine de la gestion de projet pour les membres bénévoles non professionnels
- P3. Monter en compétences dans le domaine de la communication
- P4. Adopter de nouvelles stratégies afin de capter de nouveaux bénévoles

AMELIORER L'ACCESSIBILITE DES FINANCEMENTS

- P5. Adapter les dispositifs de financement des microprojets aux réalités socio-économiques des structures
- P6. Améliorer la visibilité des dispositifs de financement
- P7. Créer un dispositif d'incubation pour les petites structures porteuses de microprojets
- P8. Créer un dispositif spécifique pour les MICRO-MESO structures porteuses de microprojets

RENFORCER LE DIALOGUE ENTRE LES ACTEURS DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

- P9. Renforcer le rôle des têtes de réseaux et le dialogue inter-réseaux
- P10. Organiser une meilleure articulation entre bailleurs de fonds en harmonisant les dispositifs
- P11. Développer des stratégies de coopération entre ASI
- P12. Renforcer les partenariats avec le secteur privé (entreprises, fondations) et l'écosystème de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS)

CONCLUSION

Les associations de solidarité internationale (ASI) font face à des évolutions majeures. En effet, le secteur associatif territorial est en pleine mutation après plusieurs réformes territoriales, et une crise sanitaire sans précédent qui a modifié le rapport à la solidarité. Dans un contexte de montée en puissance des territoires, il est important d'interroger la capacité des ASI à suivre cette dynamique de territorialisation.

L'étude AMSASI avait la volonté de capter au plus près de la réalité les difficultés et les besoins des associations néo-aquitaines de solidarité internationales. En analysant le modèle socio-économique des ASI porteuses de micro projets, la connaissance du tissu associatif local est affinée. Une typologie des ASI s'est dégagée selon leur taille et leurs stratégies de financement. Les PICO structures et les NANO structures ont besoin de monter en compétences sur la maîtrise des enjeux de la coopération internationale et sur la gestion du cycle de projet. Quant aux MICRO, leurs postes salariés doivent être consolidés grâce à des financements structurants, tandis que les MICRO-MESO structures ont besoin de dispositifs de financement adaptés leur permettant d'enclencher un changement d'échelle.

La grande force des ASI néo-aquitaine réside dans l'engagement profond des personnes mobilisées dans la mise en œuvre des projets. Cependant, elles gagneraient à se mettre davantage en lien, et à créer des synergies avec le secteur privé et les acteurs de l'ESS.

Le fait que les micro-projets soient majoritairement portés par des structures non professionnelles pilotées par des bénévoles laisse planer un doute sur la qualité du projet et le "sérieux de l'initiative". Ce biais de lecture est source de distorsions car les bailleurs auraient tendance à serrer les vis et à être davantage exigeants. Petite taille ne rime pas nécessairement avec déficit de qualité et les financeurs gagneraient à davantage faire confiance aux initiatives émanant de petites structures. Cependant, les bailleurs de fonds publics eux-mêmes ont un devoir de redevabilité vis-à-vis des élus et les coûts d'intermédiation grignotent l'enveloppe à distribuer. Le renforcement des capacités des acteurs Sud est aussi un enjeu à ne pas perdre de vue rappelant l'importance de la qualité des partenariats noués dans les pays d'intervention.

La place des petites structures dans le champ de la solidarité internationale est tout à fait légitime car elles concrétisent l'engagement des citoyens. Celui qui fait un projet au Burkina Faso va en parler autour de lui, de ce pays et des thématiques qui l'intéressent (accès à l'eau, faim, écologie, ODD). Les personnes engagées dans la solidarité internationale font partie de nombreux cercles dans lesquels ils arrivent à sensibiliser sur la coopération internationale. Les ASI maintiennent le lien social, animent les territoires, permettent de débattre des problématiques (enjeux globaux, ODD, mondialisation).

Face aux difficultés d'obtenir des financements structurants, certaines structures interrogées ont fait part de leur souhait de bénéficier de conventions pluriannuelles de financement de la part des collectivités territoriales ou des bailleurs. Ces contrats d'objectifs pourraient fixer des points d'étape et d'évaluation. Les têtes de réseaux œuvrant pour la structuration du milieu associatif, ont un rôle crucial à jouer dans ce sens là. L'étude pourra alimenter des stratégies de plaidoyer, de levées de fonds, de renforcement des capacités des acteurs (formation, accompagnement).